Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PECHE

ORDRE DE SERVICE

Direction générale de l'alimentation **Sous-direction de la santé et de la protection animales** **Bureau de santé animale** Adresse : 251, rue de Vaugirard 75 732 PARIS CEDEX 15 Dossier suivi par : M. LANGUILLE Tél. : 01.49.55.84.66. Réf. interne : 060535	**NOTE DE SERVICE** **DGAL/SDSPA/N2006-8125** **Date: 22 mai 2006** Classement : SA 222.21

Date de mise en application : immédiate
Abroge et remplace : sans objet
Date limite de réponse : sans objet
Nombre d'annexe: 1

Objet : Bilan des visites annuelles 2005 en élevages bovins

Bases juridiques :

- Arrêté du 24 janvier 2005 relatif à la surveillance sanitaire des élevages bovins,
- Arrêté du 20 mars 1990 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la police sanitaire et à la prophylaxie collective de la brucellose bovine,
- Arrêté du 15 septembre 2003 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la prophylaxie collective et à la police sanitaire de la tuberculose des bovinés et des caprins,

MOTS-CLES : Bovins - Visite annuelle

Résumé : En application de l'arrêté du 24 janvier 2005, une première visite annuelle obligatoire devait être réalisée avant le 31 mars 2006 dans toutes les exploitations bovines.

La présente note rappelle les modalités de clôture de cette première campagne de visite annuelle et précise les suites à donner en cas de non réalisation de la visite. Les évolutions prévues pour 2006 sont également présentées dans la présente instruction.

Destinataires	
Pour exécution : - Directeurs départementaux des services vétérinaires - Directeurs départementaux des services vétérinaires des chefs lieux de régions	Pour information : - Préfets - Directeurs des laboratoires vétérinaires départementaux - Inspecteurs généraux interrégionaux - Brigade nationale d'enquêtes vétérinaires - Directeurs des Ecoles nationales vétérinaires - Directeur de l'Ecole Nationale des services vétérinaires - Directeur de l'INFOMA

L'échéance du 31 mars 2006 a été fixée pour la réalisation par les vétérinaires sanitaires des dernières visites annuelles obligatoires rattachées à l'année civile 2005. Un nouveau bilan réalisé début mai 2006, joint en annexe de la présente note, montre que pour 10 % des exploitations, la réalisation de cette visite n'a pas été renseignée dans SIGAL (non réalisation par le vétérinaire ou absence de saisie par les DDSV). Afin d'obtenir un bilan plus juste de ce premier exercice « visite annuelle », il convient rapidement de fiabiliser les dernières données dans SIGAL et de mettre en œuvre des mesures appropriées en cas de refus des visites.

I- Clôture de la visite 2005

- Enregistrements SIGAL

Le bilan récent montre que plus de 30 000 interventions prévisionnelles générées automatiquement par SIGAL en mars 2005 et rattachées à des exploitations bovines, n'ont donné lieu à aucun enregistrement par les DDSV (colonne « visites restant à réaliser » dans le tableau en annexe). Il est nécessaire pour ces cas de vérifier auprès des vétérinaires sanitaires si une visite annuelle a été, ou non, réalisée dans les exploitations concernées et le cas échéant d'obtenir le motif de non réalisation.

En cas de réalisation correcte de la visite, la date et la conclusion seront saisies dans SIGAL avant le **30 juin 2006.** Au delà de cette date, la saisie de données se rapportant à la visite annuelle 2005 sera close par la MSI, évitant toute confusion avec les prochaines interventions « visites annuelles 2006 ».

Il est rappelé que pour qu'une intervention soit comptabilisée, elle doit être rattachée à la « campagne 2005 » du plan prévisionnel « visite sanitaire ».

Pour les autres cas (visite définitivement non réalisée), conformément à l'instruction technique de la MSI n° 2005-03 du 4 mars 2005, il est demandé aux DDSV de renseigner le descripteur « motif de non réalisation de la visite » avec l'une des valeurs suivante : "Etablissement fermé", "Plus de bovins", "Refus de visite" ou "Délai dépassé". La saisie des motifs de non réalisation des visites est demandée pour le **30 juin 2006**.

- Suite à donner aux refus de réalisation de la visite annuelle

Deux cas sont à distinguer :

1- refus de l'éleveur

En cas de refus de l'éleveur de faire réaliser la visite annuelle, le DDSV, par courrier avec accusé de réception, rappellera les sanctions pénales (art. R. 228-1 – contravention 4ème classe) et administratives (classement de l'exploitation à risque) encourues et exigera la réalisation de la prochaine intervention « visite annuelle 2006 » dans les 2 mois suivant le lancement de la prochaine campagne de visites par le DDSV. A l'issue de ce délai et en l'absence de réception du compte rendu de visite, la DDSV procédera au classement de l'exploitation à risque (obligation de contrôle des bovins vis-à-vis de la tuberculose et de la brucellose à la sortie de l'élevage) et organisera éventuellement le relevé d'infraction.

Le cas des simples négligences donnera lieu uniquement à un courrier de rappel de l'obligation en vigueur avec demande de réalisation de la prochaine intervention « visite annuelle 2006 » dans les 2 mois suivant le lancement de la campagne.

2- refus du vétérinaire sanitaire

En cas de refus d'un vétérinaire sanitaire de réaliser les visites annuelles dont il est chargé, le DDSV, par courrier avec accusé de réception, lui rappellera la sanction administrative encourue (retrait du mandat sanitaire) et exigera, pour les exploitations non soumises à la « visite 2005 », la réalisation des « visites 2006 » avant la fin de l'année 2006. Passé cette date et en l'absence de réception du compte rendu de visite, la commission de discipline prévue à l'article R. 221-13 du code rural sera saisie du dossier et proposera au préfet une sanction à l'encontre du vétérinaire concerné.

Le cas des négligences donnera lieu uniquement à un courrier de rappel des obligations du vétérinaire sanitaire avec demande, pour les exploitations non soumises à la « visite 2005 », de réaliser les « visites 2006 » avant la fin de l'année 2006.

II- Perspectives 2006

Une instruction spécifique à la visite 2006 sera diffusée dès validation du nouveau formulaire par le groupe de travail associant la DGAl, le groupement des DDSV, les représentants des éleveurs et des vétérinaires.

En ce qui concerne la forme des documents, il est désormais envisagé de gérer de façon distincte trois parties :

- une fiche prérenseignée relative à la structure de l'élevage comprendra des données extraites de la BDNI et de SIGAL relatives à l'année civile 2005. Les DDSV seront désormais chargés de son édition à partir de SIGAL, en début de campagne de visites ;
- un questionnaire banalisé sur papier chimique tricopiant sera commandé à un imprimeur spécialisé. Le lien avec la fiche prérenseignée nécessitera uniquement le report d'un code barre et l'inscription de données de base (raison sociale – n° EDE) ;
- une fiche d'information sera imprimée comme en 2005 par les DDSV.

Il convient de souligner que les vétérinaires pourront accéder à des données sanitaires actualisées grâce à l'outil BDI VET mis à disposition par la DGAl - MSI.

S'agissant des dates de réalisation des visites, la période du 1er septembre 2006 au **30 avril 2007** était envisagée. Compte tenu de l'absence d'actualisation des données présentes dans la fiche « structure de l'élevage » (données relatives à l'année civile 2005, cela quelque soit la date d'édition du document), la prochaine campagne de visites annuelles pourrait débuter dès le **1er juillet 2006**, sous réserve toutefois du développement de la fonctionnalité SIGAL permettant l'édition par les DDSV de la fiche prérenseignée.

* * *

Un bilan définitif de la première campagne de visites annuelles vous sera transmis après le 30 juin prochain, date limite d'enregistrement des données 2005 dans SIGAL.

Vous voudrez bien me tenir informé des éventuelles difficultés rencontrées dans l'application de ces instructions.

Le Directeur Général de l'Alimentation
Jean Marc BOURNIGAL

Annexe 1 : Bilan de réalisation des visites 2005

visite annuelle obligatoire des élevages bovins 2005 - point au 5 mai 2006											
Nom département	Visites programmées par SIGAL en mars 2005	Visites définitivement non réalisées (saisie DDSV)	Visites restant programmées pour 2005	Visites restant à réaliser	Visites réalisées	Niveau satisfaisant	Niveau à améliorer	Niveau Non satisafisant	Taux de réalisation	Taux de Insuffisant	absence de saisie de conclusion
AIN	2496	4	2492	574	1918	1122	766	24	77,0%	1%	0,3%
AISNE	2103	2	2101	169	1932	1472	448	12	92,0%	1%	0,0%
ALLIER	4140	2	4138	232	3906	3054	714	137	94,4%	4%	0,0%
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	244	0	244	31	213	189	20	0	87,3%	0%	1,9%
HAUTES-ALPES	604	41	563	7	556	426	129	1	98,8%	0%	0,0%
ALPES-MARITIMES	113	0	113	61	52	25	21	6	46,0%	12%	0,0%
ARDECHE	1242	3	1239	0	1239	850	365	23	100,0%	2%	0,1%
ARDENNES	2166	0	2166	267	1899	1432	452	13	87,7%	1%	0,1%
ARIEGE	1527	0	1527	158	1369	958	405	6	89,7%	0%	0,0%
AUBE	745	30	715	160	555	482	72	0	77,6%	0%	0,2%
AUDE	457	10	447	84	363	265	97	1	81,2%	0%	0,0%
AVEYRON	6898	207	6691	166	6525	5701	762	61	97,5%	1%	0,0%
BOUCHES-DU-RHONE	230	1	229	114	115	100	12	2	50,2%	2%	0,9%
CALVADOS	5953	262	5691	671	5020	3719	1275	15	88,2%	0%	0,2%
CANTAL	5442	72	5370	119	5251	3531	1690	29	97,8%	1%	0,0%
CHARENTE	2161	33	2128	750	1378	848	492	36	64,8%	3%	0,1%
CHARENTE-MARITIME	1978	68	1910	233	1677	1267	387	20	87,8%	1%	0,2%
CHER	1633	43	1590	103	1487	1125	337	25	93,5%	2%	0,0%
CORREZE	4692	0	4692	590	4102	3279	812	9	87,4%	0%	0,0%
COTE-D'OR	2100	96	2004	155	1849	1497	343	9	92,3%	0%	0,0%
COTES-D'ARMOR	7531	320	7211	731	6480	5315	1151	8	89,9%	0%	0,1%
CREUSE	3900	36	3864	246	3618	2830	774	14	93,6%	0%	0,0%
DORDOGNE	4614	20	4594	1096	3498	2593	876	27	76,1%	1%	0,1%
DOUBS	2872	2	2870	208	2662	2025	479	51	92,8%	2%	4,0%
DROME	673	0	673	134	539	423	107	8	80,1%	1%	0,2%
EURE	2624	98	2526	744	1782	1334	427	20	70,5%	1%	0,1%
EURE-ET-LOIR	742	24	718	156	562	418	136	3	78,3%	1%	0,9%
FINISTERE	5700	90	5610	454	5156	4065	1072	18	91,9%	0%	0,0%
CORSE-DU-SUD	525	0	525	145	380	105	104	171	72,4%	45%	0,0%
HAUTE-CORSE	662	7	655	407	248	101	101	45	37,9%	18%	0,4%
GARD	249	0	249	133	116	91	25	0	46,6%	0%	0,0%
HAUTE-GARONNE	2359	33	2326	246	2080	1587	472	12	89,4%	1%	0,4%
GERS	2701	2	2699	381	2318	2076	230	7	85,9%	0%	0,2%

GIRONDE	1598	58	1540	719	821	572	194	48	53,3%	6%	0,9%
HERAULT	238	5	233	137	96	83	12	1	41,2%	1%	0,0%
ILLE-ET-VILAINE	8677	344	8333	300	8033	6612	1394	27	96,4%	0%	0,0%
INDRE	2342	18	2324	849	1475	1221	228	24	63,5%	2%	0,1%
INDRE-ET-LOIRE	1179	41	1138	224	914	723	185	6	80,3%	1%	0,0%
ISERE	3271	124	3147	546	2601	1794	723	64	82,7%	2%	0,8%
JURA	1893	75	1818	242	1576	1161	412	3	86,7%	0%	0,0%
LANDES	1716	0	1716	42	1674	1085	555	34	97,6%	2%	0,0%
LOIR-ET-CHER	733	30	703	76	627	476	136	10	89,2%	2%	0,8%
LOIRE	5051	174	4877	320	4557	3729	795	12	93,4%	0%	0,5%
HAUTE-LOIRE	4285	3	4282	138	4144	3744	383	17	96,8%	0%	0,0%
LOIRE-ATLANTIQUE	5026	1	5025	856	4169	3329	586	44	83,0%	1%	5,0%
LOIRET	629	11	618	65	553	411	136	6	89,5%	1%	0,0%
LOT	2500	122	2378	470	1908	1535	358	10	80,2%	1%	0,3%
LOT-ET-GARONNE	2395	108	2287	394	1893	1422	456	8	82,8%	0%	0,4%
LOZERE	1897	0	1897	67	1830	1550	278	2	96,5%	0%	0,0%
MAINE-ET-LOIRE	5434	47	5387	543	4844	3282	1551	2	89,9%	0%	0,2%
MANCHE	11352	482	10870	3463	7407	6386	997	19	68,1%	0%	0,1%
MARNE	807	3	804	28	776	575	183	17	96,5%	2%	0,1%
HAUTE-MARNE	1521	0	1521	111	1410	999	402	9	92,7%	1%	0,0%
MAYENNE	7471	15	7456	283	7173	5809	1323	26	96,2%	0%	0,2%
MEURTHE-ET-MOSELLE	1771	0	1771	212	1559	1094	437	21	88,0%	1%	0,4%
MEUSE	1999	57	1942	3	1939	1420	497	22	99,8%	1%	0,0%
MORBIHAN	5920	120	5800	852	4948	3337	1436	173	85,3%	3%	0,0%
MOSELLE	2579	2	2577	427	2150	1104	911	131	83,4%	6%	0,2%
NIEVRE	2714	20	2694	257	2437	1866	491	78	90,5%	3%	0,1%
NORD	4103	57	4046	571	3475	2786	663	25	85,9%	1%	0,0%
OISE	1503	78	1425	291	1134	933	195	4	79,6%	0%	0,2%
ORNE	5927	253	5674	1031	4643	3510	1027	96	81,8%	2%	0,2%
PAS-DE-CALAIS	4690	66	4624	169	4455	3501	946	3	96,3%	0%	0,1%
PUY-DE-DOME	5288	101	5187	355	4832	3338	1484	10	93,2%	0%	0,0%
PYRENEES-ATLANTIQUES	7665	0	7665	460	7205	5471	1690	44	94,0%	1%	0,0%
HAUTES-PYRENEES	2984	88	2896	230	2666	1893	772	0	92,1%	0%	0,0%
PYRENEES-ORIENTALES	255	1	254	75	179	131	41	5	70,5%	3%	1,1%
BAS-RHIN	1843	0	1843	380	1463	1161	287	14	79,4%	1%	0,1%
HAUT-RHIN	1135	10	1125	70	1055	930	124	0	93,8%	0%	0,1%
RHONE	2467	1	2466	236	2230	1748	453	28	90,4%	1%	0,0%
HAUTE-SAONE	1980	28	1952	66	1886	1243	614	27	96,6%	1%	0,1%
SAONE-ET-LOIRE	5554	123	5431	470	4961	3413	1479	69	91,3%	1%	0,0%

SARTHE	4130	120	4010	616	3394	2522	839	10	84,6%	0%	0,7%
SAVOIE	1716	73	1643	102	1541	949	561	22	93,8%	1%	0,6%
HAUTE-SAVOIE	2325	1	2324	400	1924	1211	590	123	82,8%	6%	0,0%
PARIS	3	0	3	3	0	0	0	0	0,0%	0%	0,0%
SEINE-MARITIME	4960	195	4765	409	4356	3153	1150	37	91,4%	1%	0,4%
SEINE-ET-MARNE	319	0	319	97	222	147	72	2	69,6%	1%	0,5%
YVELINES	121	1	120	26	94	67	26	0	78,3%	0%	1,1%
DEUX-SEVRES	3978	164	3814	1219	2595	1814	766	15	68,0%	1%	0,0%
SOMME	2688	3	2685	229	2456	1876	577	0	91,5%	0%	0,1%
TARN	2539	0	2539	74	2465	1959	471	34	97,1%	1%	0,0%
TARN-ET-GARONNE	1533	104	1429	7	1422	1210	210	2	99,5%	0%	0,0%
VAR	67	9	58	29	29	29	0	0	50,0%	0%	0,0%
VAUCLUSE	44	0	44	12	32	24	6	1	72,7%	3%	3,1%
VENDEE	4864	2	4862	533	4329	3252	1058	15	89,0%	0%	0,1%
VIENNE	1525	16	1509	120	1389	1080	231	78	92,0%	6%	0,0%
HAUTE-VIENNE	3853	117	3736	357	3379	2678	688	4	90,4%	0%	0,3%
VOSGES	2437	50	2387	104	2283	1317	820	138	95,6%	6%	0,4%
YONNE	1348	40	1308	78	1230	1081	146	3	94,0%	0%	0,0%
TERRITOIRE DE BELFORT	277	4	273	22	251	245	6	0	91,9%	0%	0,0%
ESSONNE	31	0	31	30	1	1	0	0	3,2%	0%	0,0%
HAUTS-DE-SEINE	3	0	3	0	3	3	0	0	100,0%	0%	0,0%
SEINE-SAINT-DENIS	4	0	4	2	2	2	0	0	50,0%	0%	0,0%
VAL-DE-MARNE	6	0	6	3	3	2	0	1	50,0%	33%	0,0%
VAL-D'OISE	77	2	75	17	58	44	13	1	77,3%	2%	0,0%
TOTAL	**251 316**	**5 073**	**246 243**	**30 242**	**216 001**	**164 348**	**48 617**	**2 438**	**87,7%**	**1%**	**0,3%**